



Communiqué de la CGT

Journée internationale de la paix : 21 septembre 2015 Plus que jamais, la paix maintenant !

Le 21 septembre prochain sera comme depuis maintenant 35 ans la journée internationale en faveur de la paix. Elle se manifeste en principe par un cessez-le-feu dans les zones de combat.

Pourtant, le monde n'a jamais connu autant de conflits armés depuis la fin de la seconde guerre mondiale qu'en cette fin d'année 2015. On compte aujourd'hui davantage de réfugiés liés aux guerres qu'au lendemain de la saignée des peuples en 1945.

Au mois d'août de cette année, les commémorations du soixante-dixième anniversaire des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki organisées au Japon se sont malheureusement déroulées dans l'indifférence du mouvement syndical international : la CGT était parmi les très rares organisations syndicales représentées.

En Europe, on approche sans nul doute les dix mille morts dans le conflit qui secoue l'Est de l'Ukraine, là encore dans le silence des médias alors que les balles et les bombes déchirent les chairs de très nombreuses victimes civiles. Cela se passe en Europe, à moins de 2.500 kilomètres de Paris.

Aux frontières de l'Europe, les réfugiés du pourtour sud de la Méditerranée, jetés par les guerres et la violence sur les chemins de l'exil, se heurtent à des murs de béton, de barbelés ou d'indifférence.

Dans un tel contexte, nous devons rappeler l'importance de la journée internationale de la paix du 21 septembre et réinviter dans le débat la question de la paix telle que portée par la CGT.

Une paix durable est la condition préalable à l'exercice de tous les droits de l'être humain. Pour la CGT, la misère, le désespoir, le chômage, le développement des inégalités économiques et sociales alimentent les conflits et la violence. La CGT s'inquiète depuis plus de vingt ans de voir le droit international bafoué, les organisations multilatérales de maintien de la paix court-circuitées ou paralysées tandis que les conflits continuent de réduire des populations à la misère, à la haine et au fanatisme, alimentés trop souvent par des interventions déstabilisatrices des grandes puissances.

- La CGT a toujours estimé que l'éradication de la misère, la pauvreté, de l'injustice et des inégalités est une des conditions de la paix ;
- Elle continuera à exiger la recherche, dans toutes les situations de conflits, de solutions non-violentes et diplomatiques, passant prioritairement par un système des Nations-Unies profondément renouvelé pour assurer une meilleure représentation des Etats du Sud et en développement ;
- Elle continuera à dénoncer les pratiques des grandes puissances ou des structures du type de l'OTAN qui s'érigent en gendarmes du monde et font basculer des régions entières du globe dans des guerres dévastatrices pour les populations civiles ;
- Elle continuera enfin, comme elle le fait déjà, à placer sous surveillance les firmes multinationales françaises qui par leurs pratiques contribuent à la violation des Conventions de Genève, du droit international et des droits de l'homme.

Montreuil le 15/09/2015